

Ghoul regroupe les cadres de son parti à Alger

# «Arrêtez de remuer les dossiers noirs de l'Algérie»



Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3794 - Dimanche 14 février 2016 - Prix : 10 DA

Essais nucléaires français à Reggane

## Un drame interpellant la France sur son passé colonial

Page 4

3 000 nouveaux cas chaque année de diabète infantile

# Des chiffres alarmants

Page 2

### Trêve humanitaire

Par Mohamed Habili

**A** Munich, les Etats-Unis et la Russie ont convenu d'une trêve d'une semaine en Syrie, destinée à acheminer des secours dans les villes assiégées, dans le même temps où les hostilités redoublent d'intensité, en particulier au nord du pays, dans les parages d'Alep. Le contraste est assez frappant entre cette bonne disposition dont les deux grands font preuve l'un à l'égard de l'autre et l'exacerbation des affrontements qui s'observe pour l'heure sur le terrain, et où tout de même ils sont eux aussi impliqués, rien moins d'ailleurs qu'au titre de chefs des deux coalitions en présence, abstraction faite bien sûr des groupes terroristes, contre lesquels les deux camps sont censés s'être ligüés. Si toutefois la trêve était respectée, une désescalade, comme on préfère dire aujourd'hui, et dont on dit qu'elle serait leur véritable objectif, pourrait bien prendre forme, et dans ce cas produire des effets au-delà des sept jours d'arrêt des combats pour des raisons humanitaires. A vrai dire, personne ne croit vraiment que les choses vont prendre cette tournure, à un moment où l'armée syrienne gagne du terrain, et où, à l'inverse, l'opposition en perd, qui de plus se laisse enfermer dans ses bastions du nord. Le meilleur indice que les rebelles risquent d'être écrasés à terme dans Alep, c'est la proposition de l'Arabie saoudite d'intervenir sans plus différer, soi-disant contre Daech, par ses propres forces et celles de ses alliés.

Suite en page 3

Malgré la crise financière

# La fonction publique relance les recrutements pour 2016



Gelés durant 2015 à cause de la crise financière causée notamment par la poursuite de la chute des prix du pétrole, la direction de la Fonction publique vient de relancer les concours de recrutement dans différents secteurs pour l'exercice de 2016. A cet effet, les différents ministères sont tenus de fournir des données statistiques sur le nombre exact de postes budgétaires vacants.

Tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique Ashanté Gold-MOB ce soir

## Les gars de Yemma Gouraya pour prendre option

Page 23



Musique

## Hindi Zahra s'invite à Alger

Page 13

## Violence routière Grine annonce une vaste campagne de sensibilisation

**LE MINISTRE** de la Communication, Hamid Grine, a annoncé, hier à Alger, le lancement, la semaine prochaine, d'une «grande campagne de sensibilisation contre la violence routière».

Cette campagne sera lancée «à travers la Radio nationale et sur les 48 radios régionales», a indiqué M. Grine, dans son intervention à l'occasion de la Journée mondiale de la radio, dont le thème a été consacré, cette année, au «Rôle de la radio dans la gestion de crises et de catastrophes».

Le ministre a rappelé, à cette occasion, «l'impact considérable d'une telle initiative du fait de la consistance d'un média comme la radio et sa capacité à veiller, dans la plus grande proximité, à une rapide et très large diffusion de l'information».

La décision de lancer cette campagne contre la violence routière, les accidents de la route et son lot de morts et de blessés, «vient répondre à l'impératif de freiner l'écoulement qui s'abat sur nos routes et autoroutes, conférant aux chiffres sur les accidents routiers dans notre pays de tristes records et portant aux finances publiques un préjudice incommensurable».

M. Grine a précisé que cet événement, auquel contribueront, entre autres, le ministère des Transports, la Sécurité nationale, la Défense nationale et la Protection civile, s'étendra jusqu'à la fin de l'année 2016.

Par ailleurs, à l'instar des autres organes de presse, le rôle de la radio dans la gestion des catastrophes naturelles a été souligné dans un exposé présenté à l'occasion de cette Journée mondiale, en mettant en avant la nécessité de vérifier l'information avant sa diffusion, informer en continu, et de veiller à rassurer la population. Dans le même sillage, le directeur général du Centre de recherche en astronomie, en astrophysique et en géophysique (Craag), Abdelkrim Yellès, a mis en exergue l'importance des médias dans les situations de catastrophes naturelles.

Il a rappelé, l'impératif de donner une information vérifiée lors de situations de crises et de catastrophes et de solliciter des professionnels et des scientifiques reconnus à l'échelle nationale et internationale».

Il a relevé, à cet égard, que dans nombre de cas, on fait appel à des personnes qui «donnent des informations imprécises ou non vérifiées créant des situations de panique qui peuvent même causer davantage de victimes». M. Yellès a appelé, ainsi, à «lutter contre la désinformation et les vendeurs de l'apocalypse pour des intérêts mercantiles au niveau de certains médias, contre tout sens de l'éthique».

Meriem B.

3 000 nouveaux cas chaque année de diabète infantile

## Des chiffres alarmants

■ Le diabète infantile est en augmentation et touche des enfants de plus en plus jeunes. Plus de 3 000 nouveaux cas sont enregistrés chaque année à l'échelle nationale. Cette maladie frappe surtout les enfants de moins de 15 ans.

Par Louiza Ait Ramdane

Le diabète est un véritable fléau dans notre pays. Même les jeunes et moins jeunes ne sont pas épargnés par cette maladie chronique qui ne cesse de prendre de l'ampleur en Algérie. Le diabète infantile est en augmentation chez les jeunes avec une fréquence qui a à peu près doublé ces dernières années chez les enfants de moins de 15 ans. «Cette maladie ne cesse de prendre de l'ampleur. Il y a 20 ans, nous enregistrions quelque 500 nouveaux enfants diabétiques chaque année. Actuellement, nous en avons plus de 3 000 nouveaux cas chaque année à l'échelle nationale», a alerté le Professeur Mahmoud Touhami, en marge de la clôture des 9<sup>e</sup> journées de diabétologie de l'EHU d'Oran. À l'heure où cette maladie en augmentation survient de plus en plus tôt, un diagnostic rapide s'impose plus que jamais.

L'incidence actuelle du diabète infantile est de 30 nouveaux cas/an pour 100 000 enfants, souligne également le chef de service de pédiatrie du Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO).

Selon des études effectuées à Oran, Alger et Constantine, rapportées par le spécialiste, la prévalence du diabète infantile est de 1 enfant sur 500. Pour cette frange d'âge (moins de 15 ans), c'est le diabète de type 1 qui est le plus souvent diagnostiqué, soit un diabète insulino-dépendant.

Ce diabète (dit juvénile ou insulino-dépendant, par opposition au diabète de type 2 dit gras ou de la maturité) est souvent découvert tardivement. Pour des raisons qui ne sont pas encore clairement établies, un dysfonctionnement du système immunitaire amène à la destruction sélective des cellules qui sécrètent l'insuline dans le pancréas.



Pour plus de précision, le Professeur explique que le diabète de type 1 est en fait dû à une carence totale d'insuline, la seule hormone qui fasse baisser le taux de sucre dans le sang. Le seul traitement repose sur des injections quotidiennes d'insuline. Le diabète de type 2 est plutôt la conjonction d'un défaut de sécrétion d'insuline et d'une insulino-résistance, qui, dans 90 % des cas, est liée à l'obésité. Il faut alors plus de carburant à l'organisme pour métaboliser les sucres et les graisses toxiques qui circulent. Les diabétiques de type 2 ont besoin d'insuline, mais à terme, contrairement aux diabétiques de type 1 pour qui il s'agit d'une urgence. Chez les enfants, le risque c'est surtout l'hypoglycémie qui peut provoquer des comas. Un enfant aime jouer et courir, mais cela peut avoir des conséquences graves. Les parents sont appelés à redoubler d'efforts pour surveiller les enfants malades qui devien-

nent vulnérables à l'école où rien n'est fait pour les prendre en charge en cas de crise d'hypoglycémie ou d'hyperglycémie. Surtout que les enseignants ne sont pas formés à réagir en urgence devant une crise d'un élève diabétique. Le traitement du diabète infantile s'avère très lourd, puisqu'il exige l'implication absolue de la mère. «Avec 4 à 5 injections d'insuline quotidiennes, des doses et des horaires à respecter, la prise en charge de cette maladie nécessite un temps plein. Le diabète est aussi une maladie terrible pour la maman», a encore ajouté le même praticien.

Avec l'augmentation continue de cette maladie, plusieurs cas de diabète infantile sont enregistrés au sein d'une même famille. «C'est très pénible pour l'entourage de l'enfant, surtout pour la maman, d'où l'importance d'une longue éducation personnelle et familiale pour autonomiser du mieux possible l'enfant diabé-

tique dès son jeune âge», regrette le Professeur Touhami. Pour la progression de la maladie, il souligne qu'elle serait due à plusieurs facteurs, particulièrement le changement des habitudes alimentaires de la société et le sédentarisme, en plus du facteur héréditaire. Pour le P Touhami, le dépistage et l'éducation thérapeutique restent les moyens les plus efficaces pour lutter contre la propagation de cette maladie en milieu infantile.

Rappelons qu'en 2014 une étude épidémiologique conduite par le service de pédiatrie du CHUO et celui de gastro-entérologie de l'EHS de Canastel a relevé 153 nouveaux cas de diabète diagnostiqués en l'espace d'une année chez des enfants de moins de 15 ans.

La hausse du nombre est d'un coût très élevé pour l'Etat. D'où la nécessité d'une politique de sensibilisation et de prévention assez efficace.

L. A. R.

### RND à Béjaïa

## Kamel Bouchoucha nouveau secrétaire de wilaya

Changeant à la tête du Rassemblement national démocratique (RND) dans la wilaya de Béjaïa. La secrétaire de wilaya M<sup>me</sup> Zina Ikhlef vient d'être débarquée de sa fonction de première responsable de wilaya sur décision du bureau national. Et c'est l'ex-député et ex-chargé de communication du parti à Béjaïa Kamel Bouchoucha qui a beaucoup donné au parti qui remplace désormais la députée à la tête du parti dans cette wilaya, apprend-on de sources bien informées. La décision de fin de fonction de M<sup>me</sup> Ikhlef est tombée jeudi dernier. «Les membres du conseil et du bureau de wilaya ont été invités à exécuter cette décision», peut-on lire dans la présente note transmise au bureau de wilaya où il est écrit aussi que ce changement est intervenu «à la demande de la concernée». Ce lifting trouve, sans doute, sa raison d'être en premier lieu dans le bilan catastrophique de la concernée et

aussi dans les clivages existants au sein du parti localement et qui ont été accentués depuis l'intronisation de la députée qui a isolé pour ne pas dire exclu pas mal de militants des structures du parti. Elle a réussi à se mettre à dos une bonne partie des militants et cadres fidèles au parti. Sa désignation en tant que secrétaire de wilaya il y a un peu plus d'un an avait d'ailleurs provoqué une vive tension parmi les militants et les structures du parti. La majorité des membres du conseil de wilaya, alors, était contre mais, par souci de préserver la stabilité du parti à Béjaïa ils ont préféré taire leur contestation qui a été exprimée par courrier et transmise aux structures nationales et dirigeantes du parti. Les protestataires voulaient faire connaître quand même leur position aux dirigeants du parti. La révocation de M<sup>me</sup> Ikhlef et son remplacement par M. Bouchoucha va peut être sortir les structures du parti de la

léthargie dans laquelle elles sont empêtrées depuis de longs mois. Et ce dernier est pour le moment le candidat idéal pour le faire, lui qui a toujours privilégié la communication à la confrontation, l'action à l'immobilisme. Un immobilisme qui a paralysé depuis un an les structures du parti. Ce dernier se présente comme un rassembleur et une alternative pour relever le parti prochainement. Nous avons appris que la formation du nouveau bureau de wilaya interviendra après le prochain congrès extraordinaire du parti qui interviendra les 5, 6 et 7 mai prochain. L'actuelle équipe va s'atteler à préparer cette rencontre pour la préparation du congrès qui se tiendra les 5, 6 et 7 mai, mais avant cela, il y a la célébration du 19<sup>e</sup> anniversaire de la création du parti qui coïncide avec le 21 février, soit dans moins d'une semaine.

H. Cherfa

Malgré la crise financière

# La Fonction publique relance les recrutements pour 2016

■ Gelés durant 2015 à cause de la crise financière causée notamment par la poursuite de la chute des prix du pétrole, la direction de la Fonction publique vient de relancer les concours de recrutement dans différents secteurs pour l'exercice 2016. A cet effet, les différents ministères sont tenus de fournir des données statistiques sur le nombre exact de postes budgétaires vacants.

Par Nacera Chennafi

Des concours de recrutement seront lancés à partir du mois de mars prochain, sachant que pour le cas de la Direction générale de la Sécurité nationale qui relève du ministère de l'Intérieur, le dépôt des candidatures a déjà commencé pour le recrutement en différents postes sur épreuve et d'autres sur titre. Ainsi depuis quelques jours, la daïra de Bouzareah d'Alger à titre d'exemple connaît un engouement incroyable de candidats de tous âges qui espèrent décrocher un poste d'assimilé au niveau de la police dans différentes spécialités, à l'instar de médecins, psychologues, interprètes, administrateurs, traducteurs et autres. La police lance aussi un concours pour les jeunes de 19 à 23 ans sans exiger le Bac pour pouvoir postuler au concours de recrutement. Les deux seules conditions exigées se limitent à avoir un casier judiciaire vierge et un justificatif de la situation régulière vis-à-vis du service national. Selon de précédentes statistiques, l'Algérie compte plus de 209 000 policiers. En 2009, le nombre de policiers ne dépassait pas les 90 000 éléments. Pour sa part, le ministère de la Justice vient d'annoncer un concours de recrutement pour l'exercice 2016, lequel englobera 309 nouveaux postes d'emploi pour ses différents besoins au niveau de plusieurs wilayas du pays. Plusieurs spécialités sont concernées, dont administrateurs, traducteurs,



P.V.D. R.

informatique, documentation et autres. Autre secteur appelé à recruter massivement à travers le lancement d'un concours de recrutement pour le mois de mars prochain, c'est celui de l'Education nationale. A ce propos, la ministre de l'Education nationale Nouria Benghebrat a annoncé jeudi dernier à Alger que le concours de recrutement des enseignants sera organisé à la fin du mois de mars prochain. Toutefois, la ministre a expliqué que son département attendait toujours la réponse de la direction de la Fonction publique concernant le nombre de postes à pourvoir et les nouvelles spécialités. Il y a une semaine, la ministre avait indiqué que le nombre de postes ouverts au concours de recrutement « n'est pas loin de celui de l'année dernière », soit 19 000 postes.

D'autre part, le secteur de l'Enseignement supérieur est appelé aussi à recruter mais rien n'est encore annoncé, sachant que des doctorants assurent des vacances dans différents secteurs. Suite à la crise financière, le gouvernement avait gelé le recrutement pour une période dans la Fonction publique comme mesure pour faire face aux retombées de la chute des prix du pétrole sachant que les salaires des fonctionnaires relèvent du budget de l'Etat. Il y a quelques mois, le ministre du Travail, Mohamed El-Ghazi a parlé d'un sureffectif dans la Fonction publique, évalué à 1 million d'employés. Il avait déclaré aussi que les départs à la retraite ne seront pas remplacés, ce qui a été compris comme un gel d'emploi dans la Fonction publique qui serait motivé par le

recul des ressources financières sachant que les salaires des fonctionnaires sont assurés par le Trésor public. Il avait aussi affirmé que les fonctionnaires sont près de 2,5 millions, considérant que ce nombre est « au-dessus » des normes de travail au niveau international. Pour lui, « un chiffre de 1,5 million de salariés dans la Fonction publique suffirait ». De son côté, le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa avait assuré sur le maintien de la politique d'emploi avec une contribution du secteur économique car selon lui il ne faut pas continuer juste à s'appuyer sur les dépenses de l'Etat. Il n'est pas question aussi selon lui que le chômage dépasse les 10%.

N. C.

Ghoul regroupe les cadres de son parti à Alger

## «Arrêtez de remuer les dossiers noirs de l'Algérie»

Regroupant les cadres du parti Taj à Alger, Amar Ghoul, président de ce parti et ministre du Tourisme, a appelé les anciens responsables et les politiciens « à élever le niveau de discussion ». « Arrêtez de vous entretenir et de chercher à faire rebondir des dossiers noirs qu'on a enterrés depuis des années ».

Lors d'une rencontre régionale des cadres du parti Taj d'Alger qui s'est tenue dans la commune des Eucalyptus, le président du parti et ministre du Tourisme, Amar Ghoul, a appelé les cadres de son parti à travailler plus et à faire en sorte que son parti soit toujours au service de l'Etat et du peuple. Il a appelé les anciens responsables et politiciens à ne pas s'entretenir et donner une image « sale et fautive » de l'histoire de l'Algérie ainsi que salir l'image de nos martyrs qui ont tout donné pour ce pays. Les qualifiant de « polémique infertile », le ministre a pris le soin de ne citer aucun nom de ces personnes qui sont les auteurs de ces prises de bec et de menaces. Le président de Taj s'est interrogé alors :

« Avons-nous besoin de ce genre de prise de bec faite de menaces et d'intimidations ? Bien sûr que non. Cessons donc de souffler sur des foyers de braise attentatoires à notre stabilité. La démocratie pour laquelle nous militons tous pour sa promotion recommandée toutefois beaucoup d'éthique dans la pratique et une moralisation des mœurs politiques », dira encore le président de Taj qui réitéra son appel pour voir la classe politique se doter d'une charte d'éthique à faire valoir dans l'immédiat. Il a ensuite fait part du danger que constitue le pays voisin, la Lybie qui selon lui va vivre le même scénario que l'Irak. « Regardez l'Irak aujourd'hui, c'est un pays en ruine, la Lybie va connaître le même scénario que l'Irak et nos frontières risqueront d'être touchées ». Il a fait part par ailleurs de l'urgence de solutionner la crise libyenne pour le besoin de prémunir les sociétés de la région des idées extrémistes, voire criminelles véhiculées par l'organisation terroriste Daech. « Ce Daech dont tout le monde parle n'est qu'une idée fautive ». Le chef du parti a rappelé que « la stabilité dont

jouit l'Algérie constitue cet acquis irréversible que beaucoup d'autres pays, aujourd'hui confrontés à un contexte mondial difficile, souhaitent avoir et font des pieds et des mains pour s'en approprier ». Il a ajouté que personne n'a le droit de nuire à cette stabilité et a ensuite affirmé que « la solution de tous les problèmes ne réside pas dans la violence, il faut savoir parler, discuter et surtout écouter ». « Notre parti soutient l'Etat ainsi que le public mais surtout l'armée algérienne ». « Il faut soutenir notre armée », n'a-t-il cessé de répéter. Il a affirmé que ses cadres ainsi que lui-même ont toujours fait part de leurs craintes des problèmes que connaissent aujourd'hui les pays voisins ainsi que les pays arabes. « On a souvent partagé nos craintes ». Il a conclu sa rencontre en déclarant que 2016-2017 sera dure et connaîtra des complications économiques et financières, les citoyens sont alors appelés à être solidaires et de ne former qu'un seul homme pour faire face à cette crise que va connaître le pays.

Thinhine Khouchi

### LA QUESTION DU JOUR

#### Trêve humanitaire

suite de la page Une

C'est une armée de secours qu'elle veut en réalité envoyer au nord de la Syrie, pour empêcher l'encerclement d'Alep, ou plus exactement pour le briser, puisqu'il semble que ce soit déjà chose faite. C'est au nord de la Syrie que se joue en effet le sort final de la guerre. S'il n'avait tenu qu'à l'Arabie saoudite, la guerre contre Daech se serait déjà transformée en un affrontement direct entre elle et l'Iran, chacun d'eux dans cette hypothèse étant entouré alors de ses propres alliés. La guerre par procuration aurait depuis longtemps cédé la place à la guerre déclarée pour l'hégémonie dans la région. Mais il ne dépend pas d'elle de changer les termes apparents du conflit syrien. Ces mêmes troupes au sol qu'elle propose d'envoyer dans l'immédiat dans le brasier syrien, elle s'empresse cependant de préciser qu'elle les place sous le commandement américain dans le cadre de la coalition internationale. Or les Etats-Unis tout en faisant bon accueil à la proposition ne semblent guère pressés de la voir se concrétiser. C'est qu'ils n'ont aucune envie d'aller là où les monarchies du Golfe, mais aussi la Turquie, à ce qu'il semble tout au moins, voudraient l'entraîner : dans une guerre avec la Russie. A supposer que ses troupes au sol saoudiennes et autres puissent se passer de l'aval américain, ce qui est déjà une pure vue de l'esprit, encore faudrait-il qu'elles se trouvent une voie d'accès en Syrie. Elles ne pourraient passer ni par la Jordanie, ni par la Turquie, ni par le Liban, ni par l'Irak. Aucun de ces pays n'a intérêt à ouvrir ses portes à une guerre qui dans ces conditions ne restera plus confinée à la Syrie et à l'Irak, et qui donc pourra prendre pied chez lui. On ne voit d'ailleurs aucun de ces pays frontaliers se montrer enchanté par la proposition saoudienne, et encore moins la reprendre à son compte. Pas même la Turquie dont pourtant le président n'a pas craint de comparer l'attitude des Etats-Unis à un coup de poignard donné dans le dos de leurs alliés. Les Américains n'ont même pas commenté ces propos pour le moins désobligeants, comme s'ils savaient qu'ils étaient préférés pour la galerie, pour faire plaisir à l'ami saoudien sans s'engager en rien vis-à-vis de lui.

M. H.

Essais nucléaires français à Reggane

# Un drame interpellant la France sur son passé colonial

■ Les séquelles des essais nucléaires français, effectués il y a 56 ans à Reggane (Adrar), continuent à peser sur la population et l'environnement affecté, interpellant ainsi la responsabilité historique et morale de la France face à ce drame.

Par Samir B.

« **C**rimés contre l'humanité», « crimes abjects et abominables», « violation des droits de l'Homme». Ce sont, entre autres, les qualificatifs décrivant les essais nucléaires perpétrés dans le Sahara algérien par la France, dont ceux effectués le 13 février 1960 dans la zone de Hamoudia, à Reggane (150 km au sud d'Adrar). De l'avis de chercheurs et spécialistes nationaux et étrangers, ces essais dépassent en intensité ceux d'Hiroshima (Japon) tant leurs effets ont été désastreux pour l'homme, la faune et la flore. Une réalité qui a amené, il y a une année, lors de la commémoration du 55<sup>e</sup> anniversaire de cette tragique date, le président de l'association «13 février 1960» de Reggane, Omar El-Hamel, à s'indigner face au qualificatif simpliste d'«essais», attribué à des «crimes atroces». Depuis leur expérimentation, il y a plus d'un demi-siècle, l'ampleur des ravages engendrés par ces violentes explosions a été décriée et attestée par des témoignages directs de victimes ou de leurs proches, par des études et recherches spécialisées ou encore par des comptes rendus médiatiques. «L'horreur» est également relatée par les populations, témoins des fortes secousses ayant ébranlé la région de Reggane et les zones environnantes, mais surtout de la tragédie humaine et environnementale qui en a découlé. Le porte-parole des victimes de ces essais en a appelé, à ce propos, aux responsabilités de la France

coloniale, censée «répondre de ces crimes devant le Droit international et devant le peuple algérien», en même temps qu'il a rappelé son obligation d'indemniser les populations affectées par l'onde de dommages qui s'en est suivie.

## Préjudice illimité sur la population et l'environnement

Les retombées des essais nucléaires dans le Sud s'étaient avérées, au fil du temps, plus tragiques qu'il ne pouvait, au départ, paraître. Le plus important préjudice a été celui impactant la santé des habitants de la région : apparition de maladies diverses et inconnues, caractérisées par des malformations de tous types ainsi que des cas conséquents de cancer et de cécité, comparativement au reste du pays. Une vingtaine de maladies cancéreuses a été répertoriée comme étant une résultante directe de la radioactivité par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont certaines de contamination immédiate par la radioactivité et d'autres pouvant être développées à long terme.

Plus de 50 ans après ces explosions, leurs effets néfastes pèsent toujours sur la population et l'environnement sahariens, tel que démontré par des tests effectués ces dernières années et révélant l'existence d'un «taux élevé» de radioactivité dans la région.

Ceci, d'autant plus que des déchets nucléaires demeurent sur le site des expérimentations, constituant un péril certain pour les habitants et l'environnement



des localités affectées, non encore assainies de la nocivité de la radioactivité. Une responsabilité qui continue, par ailleurs, d'interpeller la France, auteur des essais de Reggane mais aussi d'In-Ecker (Tamanrasset) et des essais chimiques de Oued Namous (Béchar).

## «Grand temps» de se pencher sur ce dossier

En déplacement de travail en France, fin janvier dernier, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, avait soutenu qu'il était «grand temps» que l'Algérie et la France se penchent sur les dossiers en suspens, à savoir ceux des disparus, des archives et des essais nucléaires. Trois commissions mixtes s'attellent à faire aboutir les négociations pour chacun des dossiers, celle

inhérente aux essais nucléaires et axée principalement sur l'indemnisation des victimes, devait précisément se réunir au lendemain de cette visite, le 3 février courant. Le ministre avait ajouté que le règlement des dossiers en suspens, dont celui du nucléaire, était une étape devant précéder celle des «excuses» de la France pour ses crimes coloniaux. Pour rappel, un texte réglementaire (la loi Morin du 5 janvier 2010), préconise la reconnaissance et l'indemnisation par la France des victimes de ses essais nucléaires entrepris dans ses ex-colonies.

Néanmoins, aucune victime algérienne n'a été indemnisée dans le cadre de cette loi. La présence, pour la première fois en Algérie en avril 2015, du secrétaire d'Etat français aux Anciens combattants, Jean-Marc Todeshini, la veille de la commémoration des manifestations du

8 mai 1945, se voulait être pour l'expression d'une volonté «concrète» de la France d'assainir le litige historique entre les deux pays.

Avant lui, c'est le chef de l'Etat français, François Hollande qui, en décembre 2012, avait soutenu que les conséquences des essais nucléaires étaient «pleinement assumées et prises en compte par l'Etat français qui agit en toute transparence».

A la veille du déplacement de M. Zitouni en France, le secrétaire national de l'Organisation des Moudjahidine (ONM), avait jugé utile d'appeler à «l'ouverture» du dossier des expériences nucléaires françaises, notant qu'il s'agissait de «l'une des positions de principe permettant de nouvelles perspectives» entre les deux pays.

S.B./Agences

Association du 13 février 1960

## Appel à la décontamination de la région

radioactifs. «Considérés comme crimes contre l'humanité, les effets dévastateurs des essais nucléaires effectués par la France coloniale dans le Sud algérien se font sentir à ce jour et continuent d'affecter la santé et la vie des populations des régions concernées», a déclaré M. Hamel à l'APS à la veille du 56<sup>e</sup> anniversaire des essais nucléaires français à Reggane (13 février 1960). Il a, dans ce sens, appelé à la nécessité «de décontaminer les sites concernés par ces essais nucléaires, des déchets radioactifs, comme priorité pour mettre fin aux effets néfastes de ces crimes sur la population». M. Hamel a, en outre, insisté sur l'impératif «de décontaminer la région des déchets radioactifs qui continuent à faire de Reggane et des régions affectées des zones d'essais, lesquelles coûtent la vie aux habitants et des fonds colossaux à l'Etat dans le cadre de la prise en charge des victimes». «Des centaines de victimes souffrant notamment de cancers et de maladies ophtalmiques dont des cas graves entraînant la mort ont été recensés», a souligné le même responsable, précisant que les statis-

tiques obtenues par l'Association auprès de l'hôpital de Reggane faisaient état de 48 cas de cancer, notamment de la peau, enregistrés durant la période allant de mai 2014 à janvier 2016. M. Hamel a estimé qu'il était «difficile de déterminer de manière précise le nombre de victimes parmi la population de Reggane et les régions avoisinantes, en raison de l'affectation de certains cas aux services de cancérologie au niveau des grands hôpitaux, notamment à Alger et Oran». Concernant les revendications de l'association qui compte des victimes des essais nucléaires et leurs familles, M. Hamel a précisé que l'«association, porte-parole des victimes, ne revendique pas d'indemnisation financière, mais plutôt les archives sanitaires des victimes des essais dans cette région d'avant 1962 ainsi que les archives techniques des essais». Ces dernières, a-t-il expliqué, «permettront de suivre l'évolution des radiations nucléaires meurtrières et de délimiter les résidus, ce qui permettra de faciliter le travail des experts et spécialistes en matière de décontamination». L'autre revendication de l'Association du 13 février 1960 étant la reconnaissance par la France des crimes nucléaires commis en Algérie, selon le président de l'association. M. Hamel a exprimé le souhait de voir des «résultats positifs sanctionner ce dossier à la faveur de la récente visite à Paris du ministre des Moudjahidine Tayeb Zitouni».

Fazia A.



Le président de l'Association du 13 février 1960, Hamel Omar, a appelé à la nécessaire prise en charge des victimes des essais nucléaires français effectués à Reggane et à la décontamination des sites des déchets

Impôt forfaitaire unique

# Prorogation du délai de déclaration

■ Le délai de déclaration de l'impôt forfaitaire unique (IFU) pour l'année 2016 a été prorogé, apprend-on auprès de la Direction générale des impôts (DGI).

Par Yanis G.

En application des dispositions fiscales de la loi de finances complémentaire 2015, qui visent à faciliter la tâche au déclarant et à l'administration fiscale, les assujettis à l'IFU doivent, à partir de l'année en cours, déclarer eux-mêmes leur chiffre d'affaires susceptible d'être réalisé et ne doivent donc plus attendre une notification de l'administration fiscale. Ainsi, les contribuables relevant de l'IFU sont, désormais, soumis à l'obligation de déclarer eux-mêmes, avant le 1<sup>er</sup> février de l'année, le montant du chiffre d'affaires qu'il sont susceptibles de réaliser au cours de l'exercice. Toutefois, et à titre exceptionnel, le délai de souscription de cette déclaration a été prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2016, indique la DGI. En raison de la prorogation de la date de dépôt de la déclaration pour l'année 2016, le paiement du premier versement de l'IFU dû au titre de la première tranche (premier trimestre) s'effectue du 1<sup>er</sup> au 15 avril 2016 sans application de pénalités, au lieu de la date limite du 31 mars 2016. Dans le cas où le chiffre d'affaires de la déclaration initiale a été dépassé, le contribuable concerné doit déposer une déclaration complémentaire entre le 15 et le 30 janvier de l'année suivante et aucune pénalité ne lui sera applicable. Mais dans le cas où le chiffre d'affaires est inférieur à celui déclaré, le contribuable est appelé à introduire une réclamation contentieuse. La population fiscale assujettie à l'IFU,

PH.D.R.



dont le nombre avoisine un million de contribuables, se compose des personnes physiques ou morales, les sociétés et coopératives exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale ou de profession non commerciale dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 30 millions de DA. Cet impôt concerne aussi les promoteurs d'investissements exerçant des activités ou projets éligibles à l'aide du Fonds national de soutien à l'emploi des jeunes ou du Fonds national de soutien au microcrédit ou de la Caisse nationale

d'assurance chômage, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 30 millions de DA également. Quant au taux de cet impôt, il est de 5% pour les activités de production et de vente de biens, et de 12% pour les autres activités. Selon la DGI, les contribuables relevant de l'IFU ont également la possibilité d'opter pour le paiement annuel de cet impôt au plus tard le 30 septembre de l'année au cours de laquelle le chiffre d'affaire est réalisé. En outre, les contribuables relevant du régime de l'IFU peuvent opter pour l'imposi-

tion selon le régime du bénéfice réel. Le montant de l'IFU ne peut en aucun cas être inférieur au minimum d'imposition fixé à 10 000 DA. Ce minimum est ramené à 5 000 DA pour les contribuables éligibles aux dispositifs d'aide à l'emploi (Ansej, Angem et Cnac). L'article 23 de la LFC 2015 stipule, rappelle-t-on, que «les contribuables soumis à l'impôt forfaitaire unique doivent procéder au calcul de l'impôt dû et le reverser à l'administration fiscale suivant la périodicité prévue».

Y. G.

Du 17 au 20 mars à Oran

## Salon international de la sécurité industrielle et de l'environnement

La deuxième édition du Salon professionnel international de la sécurité industrielle et de l'environnement «Exposafety» se tiendra du 17 au 20 mars prochain au Centre des conventions d'Oran (CCO), a-t-on appris hier auprès des organisateurs. Cet événement réunira des décideurs du secteur de la sécurité industrielle et environnementale, et des fournisseurs nationaux et internationaux du domaine, a indiqué la directrice de l'entrepr-

se organisatrice «Smart event», Nadjiba Grine. La première édition de ce salon avait eu lieu dans la wilaya de Skikda et le choix de la deuxième a été porté sur la ville d'Oran pour sa «situation géographique et stratégique en tant que pôle industriel pétrochimique et portuaire aussi important que sensible», a-t-elle souligné. Les exposants seront répartis en deux catégories : la première concerne la sécurité industrielle, la préven-

tion et la protection contre la malveillance et le feu, la sécurité des hommes et des biens et les informations. La deuxième catégorie regroupe, quant à elle, des exposants actifs dans des domaines qui ont trait à l'environnement : prévention et protection contre les risques environnementaux (risques de pollution, risques biologiques, ...), santé et bien-être au travail, a-t-on indiqué.

Souad L./APS

Changes

## L'euro recule face au dollar en cours d'échanges européens

L'euro reculait face au dollar après s'être fortement apprécié ces derniers jours, en raison d'un regain d'inquiétude des cambistes sur la vigueur de la reprise économique mondiale.

L'euro valait 1,1253 dollar contre 1,1323 dollar jeudi soir, 1,1286 dollar mercredi soir et 1,1158 dollar vendredi dernier. La devise européenne était montée en séance jeudi jusqu'à 1,1376 dollar, son niveau le plus fort depuis fin octobre. La monnaie unique européenne reculait face à la devise japonaise à

126,89 yens contre à 127,25 yens jeudi soir. Le dollar tentait de se reprendre face à la monnaie japonaise à 112,73 yens contre à 112,39 yens jeudi soir. Le billet vert était tombé jeudi en séance à 110,99 yens, son niveau le plus faible depuis fin octobre 2014. L'euro, le yen et l'or, tous trois considérés par les investisseurs comme des valeurs refuges, se sont fortement appréciés cette semaine, dans un contexte de craintes accrues sur la reprise mondiale qui ont notamment lesté le dollar en affaiblissant les attentes

de nouvelles hausses des taux d'intérêt américains cette année. De son côté, même s'il tentait de se reprendre un peu vendredi, le dollar pâtissait toujours des propos très prudents de la présidente de la Réserve fédérale américaine (Fed), Janet Yellen, vis-à-vis des perspectives économiques mondiales et de la trajectoire des taux directeurs américains. Lors d'une nouvelle audition au Congrès jeudi, la deuxième en deux jours, M<sup>me</sup> Yellen a reconnu que «les développements économiques et financiers dans le monde (...)

peuvent influencer la balance des risques ou la trajectoire économique», mais elle a estimé qu'il était «prématuré d'exercer un jugement» sur l'économie et donc la politique monétaire. Elle a de plus déclaré qu'une baisse des taux d'intérêt en territoire négatif n'était pas exclue des discussions du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC). Les cambistes se tournaient tout de même vers le dollar vendredi, un peu réconfortés sur l'économie américaine par la publication d'une nouvelle hausse des ventes de détails aux

Etats-Unis en janvier. Le livre britannique montait face à la monnaie européenne à 77,69 pence pour un euro. Elle se stabilisait face au billet vert à 1,4482 dollar. La devise suisse montait face à l'euro à 1,0983 franc pour un euro, et baissait face au billet vert à 0,9758 franc pour un dollar. L'once d'or a fini à 1 239,50 dollars au fixing du matin, contre 1 241 dollars jeudi soir. Le cours de l'once de métal jaune était monté jeudi à 1 263,47 dollars, son niveau le plus fort en un an.

S. O./Agences

## Pétrole Les Bourses européennes et Wall Street profitent d'un rebond des cours

LES PLACES financières en Europe et aux Etats-Unis ont terminé la semaine en hausse, encouragées par un rebond des prix du pétrole. Wall Street a fini en hausse avec une progression de 2% de l'indice vedette DJIA et de 1,66% du Nasdaq, qui concentre les valeurs de la high-tech. L'indice élargi S&P500 a lui pris 1,95%. «C'est un rebond qui s'appuie sur les prix du pétrole (...) et la conviction qu'on était allé trop bas pendant trop longtemps, et qu'il était temps de reprendre son souffle en contrant la tendance à la baisse enclenchée une semaine plus tôt», a commenté un analyste chez Standard and Poor's Capital IQ. A New York, le baril de pétrole échangé s'est envolé de 12% vendredi sur fond de nouvelles rumeurs d'une baisse de production dans l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). A Londres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a progressé de 3,30 dollars (+11%) à 33,36 dollars. Le mouvement a aussi gagné les places latino-américaines avec une progression de 2,41% à Buenos Aires et de 1,25% à Sao Paulo. Toronto a pour sa part gagné 2,43%. Les Bourses européennes ont aussi rebondi vendredi après une semaine d'extrême volatilité, profitant d'une meilleure tenue des banques et du pétrole, en dépit de statistiques moroses en zone euro. Paris a progressé 2,52%, Londres de 3,08%, Francfort de 2,45%, Milan de 4,70% alors que la Bourse suisse a clôturé sur une hausse de 1,61% et Madrid de 2,25%. Seules les places asiatiques sont restées dans le rouge : Tokyo a subi une chute de 4,84% pour tomber sous les 15 000 points, au plus bas depuis octobre 2014. De son côté, Hong Kong a perdu 1,22% à la clôture, alors que les marchés en Chine, à Taïwan et au Vietnam étaient encore fermés vendredi en raison des congés du Nouvel An lunaire.

R. E.

Tizi-Ouzou

# Raccordement au gaz naturel, défi relevé par la wilaya

■ Le raccordement au réseau de gaz naturel des villages du Djurdjura au relief accidenté et montagneux est un défi que la wilaya de Tizi-Ouzou a relevé en suivant les différents programmes inscrits à son actif.

Par Salim L.

En une quinzaine d'années, le taux de raccordement de la wilaya en cette énergie a carrément décuplé passant de 7,5%, représentant 21 154 foyers raccordés en 1999, à 70% actuellement, soit un total de 217 000 foyers raccordés, selon les chiffres communiqués par la direction de wilaya de l'énergie. Le programme de raccordement de la wilaya au réseau de gaz naturel «avance à un rythme appréciable», permettant à des localités situées à plus de 1 000 mètres d'altitude d'être raccordées à cette énergie très demandée dans cette wilaya montagneuse connue pour ses hivers rigoureux, souvent marqués par de fortes chutes de neige sur le Djurdjura. L'arrivée de la neige dans ces localités n'est plus une source d'inquiétude pour de nombreux villageois dont les familles ont bénéficié de cette énergie, mettant fin aux tracasseries d'approvisionnement en gaz butane ou en bois de chauffage. En dépit des contraintes du relief accidenté, des oppositions de particuliers au passage du réseau, ajoutés à cela l'exiguïté des ruelles de plusieurs hameaux, plus de 600 villages sur les 1 500 que compte la wilaya de Tizi-Ouzou sont branchés au



réseau de gaz naturel et plus de 800 autres sont en cours de raccordement, a indiqué le chef de service énergie Ouchabane Abdelkrim.

## Confort et développement économique

Lors de ses visites de travail dans les communes de la wilaya, le chef de l'exécutif, Brahim Merad, a souligné qu'en plus du confort apporté par cette énergie aux familles, cet atout sera exploité comme facteur de développement économique, par la création

de zones d'activités afin d'attirer les investisseurs, et créer de l'emploi et de la richesse. Pour permettre à la wilaya de Tizi-Ouzou de rattraper le retard qu'elle accusait en matière de raccordement au gaz naturel, un programme a été inscrit à son indicatif par l'Etat qui a mobilisé, selon les services de la wilaya, entre 2004 et 2014, une enveloppe financière de près de 46,452 milliards de DA, au titre des différents programmes (programmes complémentaire, complémentaire de soutien à la croissance, spécial présidential, et de consolidation de la croissance

économique). Présentement, quelque 217 000 foyers sont raccordés au gaz naturel dont 184 000 mis en service, ce qui représente un taux de raccordement de 70,5%. Un total de 81 entreprises sont mobilisées sur les différents chantiers lancés en travaux à travers le territoire de la wilaya, a indiqué le chef de service énergie Ouchabane Abdelkrim qui a observé que ce taux de raccordement avoisinera les 98% à l'achèvement de l'ensemble des programmes inscrits à l'indicateur de la wilaya.

S. L./APS

Oran

## Remise d'arrêtés de logements publics aux habitants de «Batimate Taliane»

Une cérémonie de remise d'arrêtés de logements publics locatifs (LPL) aux habitants de la cité «Batimate Taliane» a été organisée au palais des sports Hamou-Boutlélis d'Oran. Cette opération, présidée par le wali d'Oran Abdelghani Zaalane, «s'est déroulée normalement, après que la liste définitive des familles bénéficiaires estimées à 1 000 ait été établie suite à un recensement prenant en considération la descendance de la ligne directe et indirecte des familles», selon les services de la wilaya d'Oran qui ont organisé l'opération en collaboration avec l'OPGI. Le dernier recensement, effectué le 28 janvier dernier avec la participation des représentants des habitants de cette cité, a permis d'établir la liste des béné-

ciaires et à la wilaya de régler définitivement la situation de cette cité, a-t-on indiqué. Le wali s'est félicité, à cette occasion, de la réussite de cette opération grâce à une coordination entre les services de la wilaya, de l'APC d'Oran et des représentants des habitants du quartier, tout en soulignant que les arrêtés comportent toutes les données concernant l'immeuble, l'étage et le numéro de l'appartement. «Batimate Taliane», cité d'habitation en préfabriqué, a été édifiée au début des années 80 du siècle dernier pour le logement provisoire de ces familles en raison de la nature de la construction, notamment la qualité des matériaux utilisés. Néanmoins, cette situation a duré plus de 30 ans avant qu'elle ne soit prise en

main définitivement par les autorités locales, et ce, à travers la réalisation d'une cité d'habitation pour assurer le logement de ces occupants. Les travaux de concrétisation de ce programme d'habitat avancent à un «rythme acceptable pour être livrés en 2017», a-t-on indiqué. Des bénéficiaires de cette opération ont exprimé leur satisfaction en espérant recevoir leurs logements dans les délais impartis. Par ailleurs, un calendrier de la deuxième phase du programme de logement des familles résidant dans des habitations précaires à travers huit secteurs urbains de la commune d'Oran sera annoncé dans trois ou quatre jours, a indiqué le wali d'Oran.

Hani A.

Relizane

## Pas plus de 30% des agriculteurs sont affiliés à la sécurité sociale

Le nombre d'agriculteurs de la wilaya de Relizane affiliés à la sécurité sociale ne dépasse guère les 30 pour cent, a indiqué le directeur de wilaya de la Caisse nationale d'assurance sociale des non salariés (Casnos). Mohamed Meghili a précisé, en marge d'une journée de sensibilisation sur les nouveaux avantages accordés aux travailleurs de la terre par la Casnos, que le nombre des adhérents de la wilaya à cette caisse a atteint 5 600 sur un total de 17 000 agriculteurs, soit un taux ne dépassant pas 30%. Le même responsable a appelé, à cette occasion, les agriculteurs à se rapprocher des structures de la

Casnos pour bénéficier de la couverture sociale, eux et leurs ayants droits. De nouvelles dispositions dans les articles 57 et 58 de la loi de finances complémentaire du 23 juillet 2015 offre à tous ceux qui se présentent pour adhérer à la Casnos avant le 31 mars 2016 l'exonération des pénalités de retard, a-t-il rappelé. La rencontre a été mise à profit pour expliquer l'instruction ministérielle conjointe entre le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale et celui de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche en date du 18 novembre 2015 portant sur les modalités d'application de l'article 57 de la loi de

finances complémentaire de 2015 sur le secteur agricole, qui accorde aux fellahs le droit de régulariser leur situation vis-à-vis de la Casnos de 1996 à ce jour. Les agriculteurs âgés de 65 ans peuvent acquérir cinq ans supplémentaires pour bénéficier de la retraite, a-t-on souligné. Cette journée de sensibilisation, organisée par l'agence de wilaya de la Casnos de Relizane au siège de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), a regroupé des cadres de la direction des services agricoles, de la chambre d'agriculture de la wilaya et des fellahs de la région.

N.O./agences

## Ouargla Plusieurs sessions de qualification des artisans à compter de mars

PLUSIEURS sessions de qualification sont programmées à compter de mars prochain en faveur des artisans de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès du directeur de la chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM).

Ouvertes aux artisans immatriculés au niveau de la CAM, ces sessions, projetées tout le long de 2016, toucheront quelque 750 jeunes artisans activant dans les segments de l'artisanat traditionnel, à l'instar de la broderie traditionnelle, la pâtisserie traditionnelle, la maroquinerie, la vannerie, la poterie et autres, a précisé Mabrouk Agrine. Ces sessions de qualification visent à améliorer le savoir-faire des artisans et préserver d'extinction certains métiers traditionnels propres à la wilaya de Ouargla plus particulièrement, et aux régions du Sud en général, a-t-il souligné. Dans le même cadre, est projetée une caravane de l'artisanat traditionnel qui devra sillonner l'ensemble des daïras de la wilaya pour vulgariser les produits et services de l'artisanat assurés par la CAM, et attirer les jeunes désireux de se lancer dans ce type de métiers afin de les sauvegarder, surtout, a-t-il dit, que la matière première pour leur développement est disponible dans la région. Une session pédagogique est également prévue par la Chambre, dans le cadre d'un programme de coopération entre l'Algérie et le Bureau international du travail (BIT), sur les modalités de création et de gestion de microprojets versés dans l'artisanat traditionnel, pour l'impulsion de l'économie locale et nationale, a ajouté le responsable.

Le secteur de l'artisanat a connu ces dernières années un certain «dynamisme» qui s'est traduit par une affluence grandissante des jeunes vers ce type d'activités, portant ainsi à près de 27 000 le nombre d'artisans immatriculés au niveau de la CAM de Ouargla.

R.R.



## Tunisie

# L'UE annonce une nouvelle aide de 500 millions d'euros

■ L'Union européenne a proposé une aide de 500 millions d'euros à la Tunisie, voulant «plus que jamais» soutenir ce pays pionnier des «Printemps arabes» à l'économie déprimée dont les difficultés ont été aggravées par une série d'attentats l'an dernier.

Par Hatem B.

«À la suite d'une demande de la Tunisie, la Commission a proposé aujourd'hui d'accorder au pays une assistance macrofinancière supplémentaire de 500 millions d'euros au maximum», sous «forme de prêts à moyen terme à des conditions financières favorables», a indiqué l'exécutif européen dans un communiqué. «Il importe plus que jamais que la Tunisie demeure un exemple pour la région», a estimé Pierre Moscovici, commissaire aux Affaires économiques, cité dans le communiqué, en référence à la révolution tunisienne de janvier 2011, largement motivée par la misère et le chômage, qui a donné le coup d'envoi des «Printemps arabes». Les gouvernements qui se sont succédé depuis se sont tous engagés à réduire les inégalités régionales et le chômage, mais sans réussir à faire décoller l'économie. «En fragilisant encore davantage la balance des paiements et les finances publiques du pays, les récents attentats terroristes ont créé d'importants besoins de financement», a jugé M. Moscovici, rappelant qu'ils avaient frappé «deux secteurs-clés de l'économie», le tourisme et les transports. Si la Tunisie a

réussi sa transition politique, elle est engluée dans un profond marasme. Le taux de chômage dépasse 15%, et flirte avec les 30% parmi les diplômés. Début février, le ministre des Finances, Slim Chaker, a indiqué que le taux de croissance en 2015 n'avait pas dépassé 0,3%, tout en disant espérer 2,5% cette année. La nouvelle aide ferait l'objet de trois versements pendant la durée du programme, et sera destinée à couvrir une partie des besoins de financement extérieur de la Tunisie en 2016 et 2017. Cette nouvelle aide intervient deux jours après la visite du président du Parlement de l'UE, l'Allemand Martin Schulz à Tunis, et un mois après l'annonce d'un plan de soutien de la France de 1 milliard d'euros à la Tunisie sur les cinq prochaines années.

## Le taux d'emploi pourrait atteindre 30 à 40% à l'intérieur du pays

Les députés d'Ennahdha ont organisé une conférence régionale à Ben Arous sur la réalité de l'emploi et ses perspectives. La rencontre s'est déroulée en présence de représentants d'organisations nationales et d'experts dans le domaine. Le président du groupe parlementaire



Ph.: DR

d'Ennahdha, Nouredine Bhiri, a déclaré à la TAP que cette initiative, première du genre, s'inscrit dans le cadre de l'intérêt accordé aux priorités nationales et leur traitement en se basant sur la réalité des régions. Elle a pour objectif, aussi, a-t-il expliqué, d'écouter l'avis des experts et divers intervenants de toutes les sensibilités. Cette première conférence a choisi d'ouvrir un large débat sur le dossier «brûlant» du chômage dans la perspective de sortir avec des solutions de nature à réduire son impact sur le plan social. Selon Bhiri, les députés de la région prévoient l'organisation d'autres rencontres sur des questions

aussi importantes que la pollution et la réalité du développement. Dans son intervention, l'expert en emploi Slaheddine Madani a noté que le taux d'emploi qui s'élève à 15,2% au niveau national, pourrait atteindre 30 à 40% dans les régions intérieures. Les diplômés du supérieur représentent 31% de l'ensemble des chômeurs et 81% des employés des entreprises nationales n'ont pas eu le baccalauréat, a-t-il encore relevé. Les participants ont insisté sur la transparence des indicateurs d'emploi ainsi que sur la garantie de l'égalité des chances entre les demandeurs d'emploi. Ils ont critiqué les politiques éco-

nomiques adoptées, soulignant le besoin d'un modèle de développement efficient, du développement des politiques éducatives et de formation, tout en rompant avec le népotisme.

H. B./APS

## Mauritanie Lancement d'un projet de développement au profit des migrants

**L'ORGANISATION** internationale de la migration a organisé à Nouakchott un atelier relatif au lancement d'un projet visant le développement d'un mécanisme d'élaboration d'une cartographie des migrants mauritaniens. Le projet a pour but de permettre au gouvernement mauritanien de disposer d'une base de données sur les compétences mauritaniennes à l'étranger. Dans un mot prononcé pour la circonstance, D' Aissata Daoud Diallo, secrétaire générale du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a insisté sur l'importance que revêt ce projet pour l'Etat mauritanien. Elle a ensuite remercié l'organisation internationale de la migration pour son appui à la Mauritanie dans ce domaine. De son côté, la présidente de la mission de l'Organisation internationale de la migration en Mauritanie a précisé que le lancement de ce projet vient concrétiser l'engagement pris par son organisation de présenter des compétences au gouvernement mauritanien en vue d'améliorer l'expérience nationale en matière de gestion de la migration en Mauritanie.

R.M.

## Libye

## Un avion du gouvernement abattu, l'EI revendique

Un avion de combat du gouvernement libyen reconnu internationalement a été abattu aujourd'hui au-dessus de Benghazi alors qu'il visait les positions d'un groupe opposé aux autorités, selon des sources militaires.

«L'appareil Mig 23 s'est écrasé dans la zone de Qaryounes dans le nord-ouest de Benghazi après avoir été visé alors qu'il bombardait des positions du Conseil de la Choura», affirme Nasser el-Hassi, porte-parole des forces loyales au gouvernement. Le «Conseil de la Choura des moujahidine» est une coalition de milices islamistes proches d'Al-Qaïda et opposées au gouvernement reconnu. Deux autorités se disputent le pou-

voir en Libye, l'une basée dans la capitale Tripoli proche d'une coalition de milices, et l'autre, reconnue par la communauté internationale, exilée dans l'est du pays. Le groupe Etat islamique (EI) a revendiqué être responsable du crash selon le SITE, un centre américain de surveillance des sites islamistes. Une source militaire a confirmé à l'AFP que le pilote était en vie «après avoir réussi à sauter grâce à son parachute». Le crash intervient après celui lundi d'un autre avion du même type près de la ville de Derna, à une centaine de km de Benghazi où il menait des frappes contre des positions de l'EI. Sa chute avait été attribuée à un «problème technique».

## Un sniper fantôme sème la terreur dans les rangs de Daesh

Son identité reste inconnue, mais ses faits d'armes font couler beaucoup d'encre et de sang. À Syrte, en Libye, un mystérieux sniper, surnommé «le chasseur fantôme de Daesh», sème la terreur dans les rangs des jihadistes, qui occupent la ville depuis juin 2015. En dix jours, ce tireur d'élite aurait éliminé trois dirigeants de haut rang de l'Etat islamique (EI). Pris de panique, les responsables de l'organisation terroriste, qui compterait quelque 3 000 combattants à Syrte, ont organisé des raids pour tenter de retrouver la trace du sniper.

Kamel D./Agences

## Visite de Ban Ki-moon au Sahara occidental

### Le Conseil de sécurité exprime son plein soutien

Plusieurs membres de Conseil de sécurité des Nations unies ont exprimé leur plein soutien à la visite prévue du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à la région, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «A l'initiative du Venezuela, qui préside actuellement le conseil de sécurité ; ou

il a étudié les derniers développements de la cause sahraouie, le secrétaire général adjoint du Département politique, Jeffrey Feltman, a rapelé concernant la visite prévue du SG à la région dans le cadre des efforts de l'ONU pour résoudre le conflit au Sahara occidental, la dernière colonie en Afrique», a indiqué le

communiqué du MEA. A cet égard, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur plein soutien à la visite du Secrétaire général prévue mars prochain dans la région. «Le soutien du Conseil de sécurité à la visite de SG de l'ONU dans cette époque où le Maroc a déployé tous les efforts et les manœuvres pour

empêcher cette visite», a indiqué le communiqué du ministère des Affaires étrangères. Le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU, Boukharri Ahmed, a été reçu par le président du Conseil de sécurité où il a informé des derniers développements de la cause sahraouie, rappelle-ton.

A.O./SPS



## Russie

# Le monde est entré dans une «nouvelle guerre froide»

■ Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a dressé, hier, un constat sombre des relations russo-occidentales, minées par la crise en Ukraine et le conflit en Syrie, estimant qu'elles étaient entrées dans une nouvelle guerre froide, tout en appelant au dialogue.

« **C**e qui reste c'est une politique inamicale (...) de l'Otan vis-à-vis de la Russie. On peut dire les choses plus clairement : nous avons glissé dans une période de nouvelle guerre froide », a-t-il déclaré à la Conférence de sécurité de Munich, un forum annuel de décideurs politiques. « A-t-on vraiment besoin d'un troisième séisme mondial pour comprendre qu'il faut de la coopération plutôt que la confrontation ? », a-t-il martelé. Revenant sur la politique de l'Union européenne de renforcement du partenariat avec d'ex-républiques soviétiques, M. Medvedev a estimé que l'Occident en avait exclu la Russie. « Les responsables politiques européens ont cru que créer une soi-disant "ceinture d'amis" aux frontières de l'UE serait une garantie de sécurité. Quel en est le résultat ? Pas une ceinture d'amis, mais une ceinture d'exclusion », a-t-il jugé. Le partenariat avec l'UE est aux origines du conflit ukrainien qui a

entraîné les profondes tensions russo-occidentales, les sanctions contre la Russie et le gel de nombreux espaces de dialogue.

« Créer la confiance c'est difficile (...) mais nous devons commencer. Nos positions diffèrent mais elles ne diffèrent pas autant qu'il y a 40 ans quand en Europe il y avait un mur », a insisté M. Medvedev. Dans ce contexte, il a cité « l'exemple éclatant » qu'a constitué la rencontre vendredi à Cuba entre le pape François et le patriarche russe Kirill : « Avant cela, ces Eglises ne s'étaient pas parlées pendant des siècles ».

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a lui affirmé que l'alliance « ne cherche pas la confrontation ». « Nous ne voulons pas une nouvelle guerre froide mais notre réponse doit être ferme », a-t-il dit.

« Nous voyons une Russie plus affirmée, qui déstabilise l'ordre régional européen », a-t-il ajouté, en référence à l'annexion de la Crimée par la Russie et le conflit avec les séparatistes prusses dans l'est de l'Ukraine.

Face à cette « nouvelle réali-

té », l'Alliance a opté pour « plus de défense » mais souhaite aussi « plus de dialogue » avec Moscou.

Les alliés au sein de l'Otan ont décidé mercredi de renforcer la « présence avancée » de l'Alliance en Europe de l'Est avec des équipements lourds et des troupes alliées envoyées « par rotations » dans les pays de l'Est. « L'Otan a entrepris le plus grand renforcement de notre défense collective depuis des décennies pour prévenir toute agression ou intimidation. Pas pour faire la guerre mais pour la prévenir », a martelé M. Stoltenberg.

Par ailleurs, en marge de la Conférence de Munich, une nouvelle rencontre entre représentants russe, allemand, français et ukrainien a eu lieu pour tenter de débloquer le processus de paix ukrainien prévu par les accords de Minsk signés en février 2015.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Franz-Walter Steinmeier a dit espérer qu'il était « clair pour les responsables à Kiev et Moscou, que nous n'avons plus beaucoup de temps ».

La Russie reste accusée par les Occidentaux de soutenir militairement les rebelles ukrainiens, tandis que Kiev retarde selon Moscou une réforme devant accorder plus d'autonomie aux régions orientales.

A Munich, le président ukrainien Petro Porochenko a lancé une salve contre son homologue Vladimir Poutine. « Monsieur Poutine, ce n'est pas une guerre civile en Ukraine, c'est votre agression. (...) il n'y a pas de



P.H. &gt; D.R.

guerre civile en Syrie, mais vos avions qui bombardent des civils », a-t-il lâché.

A contrario, revenant sur la Syrie, M. Medvedev a insisté sur l'engagement de son pays à faire réussir la trêve annoncée pour la semaine prochaine par les grandes puissances. « C'est difficile mais il n'y a pas d'alternative », a souligné M. Medvedev. Il a appelé ensuite les Américains à parler aux militaires russes pour

coordonner leur action et superviser la mise en œuvre de la trêve en Syrie. Ils pourraient se « rencontrer une dizaine de fois par jour », a-t-il suggéré.

Les États-Unis ont refusé jusqu'ici une coopération militaire et accusent la Russie de viser dans ces bombardements les rebelles modérés plutôt que les groupes jihadistes comme l'État islamique pour renforcer le régime de Bachar al-Assad.



## Points chauds

### Indécision

Par Fouzia Mahmoudi

**S**i Hillary Clinton et Bernie Sanders sont au coude à coude et qu'aucun des deux candidats américains ne soit encore certain de remporter l'investiture du Parti démocrate, ils espèrent tous deux avec acharnement la victoire. Or, une chose est certaine, c'est que pour les candidats démocrates le vote de la communauté noire est toujours crucial pour espérer remporter une élection présidentielle. D'ailleurs, les Républicains le sachant fort bien ont depuis longtemps abandonné l'idée de séduire cet électorat qui a parfois à lui seul fait pencher la balance vers un candidat ou un autre. Or, le comité d'action politique du Congressional Black Caucus (CBC PAC) a officiellement apporté, ce jeudi 11 février, son soutien à Hillary Clinton. Cet appui arrive à point nommé pour l'ancienne secrétaire d'Etat, qui aura définitivement besoin du vote des Afro-Américains pour remporter la course très serrée à l'investiture démocrate. Le CBC PAC est un groupe d'intérêt qui défend l'action des 46 élus afro-américains du Congrès, dont une est républicaine. Pourtant, ce soutien ne fait pas l'unanimité, comme l'explique Keith Ellison, élu du Minnesota qui soutient, lui, Bernie Sanders, rival de Clinton dans la primaire démocrate. Ellison souligne que cette annonce n'engage que le comité d'action politique du CBC - le CBC PAC - et non l'ensemble des membres du CBC. Il estime que ce soutien aurait dû être le produit d'un processus ouvert et honnête. Barbara Lee, la représentante démocrate de Californie, a expliqué pour sa part jeudi matin sur Democracy Now n'avoir apporté son soutien à aucun des deux candidats à la primaire démocrate, insistant sur le fait que le CBC n'était pas équivalent au CBC PAC, qui est une entité juridique distincte. De leur côté, certains médias s'interrogent sur le rôle du comité d'action politique du CBC. Cet organe est composé de vingt membres : onze d'entre eux appartiennent à des lobbies (du tabac, de la grande distribution, de l'industrie pharmaceutique), sept sont des élus et deux personnes qui travaillent pour le Comité d'action politique du CBC. Gregory Meeks, représentant démocrate de New York et président du CBC PAC, a expliqué que ce soutien provenait d'élus « qui sont issus de la rue, pas de l'establishment », ajoutant qu'il ne s'agit pas d'un soutien du CBC dans son entier. Ainsi, contrairement aux annonces faites cette semaine, l'ensemble de la communauté noire ne soutient pas l'ancienne sénatrice de l'État de New York mais au contraire semble largement divisée, rendant la course à la primaire d'autant plus intrigante. Clinton continue donc à se voir disputer son rêve de devenir présidente par Bernie Sanders qui semble bien décidé à mener son combat jusqu'au bout et peut-être même à vaincre celle qui pensait que son tour à la Maison-Blanche était enfin arrivé.

F. M.

### Réfugiés

## La France défavorable au mécanisme permanent proposé par l'Allemagne

**L**a France n'est pas favorable à un mécanisme permanent de répartition des réfugiés dans l'Union européenne comme le propose la chancelière allemande Angela Merkel, a indiqué hier le Premier ministre Manuel Valls, appelant à s'en tenir à l'accord européen portant sur 160 000 réfugiés.

L'Union doit faire passer le message que nous n'accueillons plus de réfugiés, a plaidé le chef du gouvernement lors d'une rencontre avec la presse allemande, en marge de son déplacement à la Conférence sur la sécurité de Munich en Allemagne.

« Nous ne sommes pas favorables à un mécanisme permanent de relocalisation. Le temps maintenant est de mettre en œuvre ce qui a été discuté, négocié : "hot spots" (centre d'enregistrement des migrants arrivant dans l'UE), contrôles aux frontières extérieures, etc. », a déclaré le Premier ministre, à quelques jours du sommet des dirigeants européens à Bruxelles les 18 et 19 février, qui doit

notamment se pencher sur l'afflux sans précédent depuis 1945 de migrants en Europe. La France s'est engagée pour 30 000 réfugiés (sur les 160 000 actés au niveau européen, ndr). « Dans le cadre de ces 30 000, nous sommes toujours prêts à accueillir des réfugiés. Mais pas plus », a-t-il dit, tout en reconnaissant que ces chiffres pouvaient sembler dérisoires par rapport au nombre de réfugiés en Allemagne.

Angela Merkel, qui cherche à établir une coalition de volontaires pour accueillir migrants et réfugiés, dont plus d'un million sont déjà arrivés en Allemagne, a affirmé vendredi qu'un groupe de pays de l'UE pourrait accepter de se répartir plus de réfugiés que ce qui est prévu jusqu'ici, en échange d'une lutte accrue de la Turquie contre la migration illégale. Le président français Hollande s'était dit favorable en septembre à un mécanisme permanent pour les réfugiés, après l'émotion mondiale provoquée par la photo du petit Aylan,

retrouvé noyé sur une plage. Mais la position française s'est progressivement durcie, sur fond d'aggravation de la crise des migrants et après les attentats de novembre.

Manuel Valls a affirmé cette ligne de fermeté sur le sujet hier. « Il faut être réaliste : quels pays vont accueillir plus de migrants. La Suède, le Danemark, la Finlande, qui ont déjà beaucoup accueilli ? Le Royaume-Uni ? Je ne vous fais pas un dessin... L'Italie, qui peut à tout moment être confrontée à une nouvelle vague venue de Libye ? », a-t-il questionné.

« Je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui de majorité en Europe pour imposer un mécanisme permanent de relocalisation. Les solutions sont au Levant, en Turquie en Jordanie, en Méditerranée. Mais il faut un message très clair qui dise : maintenant nous n'accueillons plus de réfugiés ».

Sinon, nous serons amenés à rétablir les frontières intérieures », a-t-il prévenu.





## Musique

# Hindi Zahra s'invite à Alger

■ La dernière semaine du mois de février sera marquée par le spectacle de la chanteuse franco-marocaine Hindi Zahra. Cette artiste, qui a réussi dans un laps de temps à se faire un nom sur la scène culturelle arabe et occidentale, visite l'Algérie pour la première fois afin de rencontrer ses fans et interpréter les plus belles chansons de son répertoire. La soirée prévue pour le 29 du mois courant à la salle Ibn Zeydoun est très attendue par le public.

Par Abla Selles

La capitale algérienne continue d'accueillir de grands noms de la musique universelle, offrant au public le plaisir de la découverte et de passer d'agréables moments musicaux.

Le mois de février courant propose un programme artistique répondant aux différents goûts des mélomanes. Du chaabi, du rai et d'autres activités culturelles sont au menu des organisateurs.

Cependant, l'évènement le plus marquant selon les réseaux sociaux est la soirée musicale que va animer la chanteuse franco-marocaine Hindi Zahra à la salle Ibn Zeydoun.

Cette soirée prévue pour le 29 du mois courant sera riche

en rythmes, mélodies et belles paroles. La chanteuse promet de gratifier ses fans algériens avec les plus belles chansons de son répertoire artistique et se dit très contente de chanter à Alger.

La voix envoûtante de cette artiste enchante les Algérois avec son style mêlant jazz et blues aux sonorités bien maghrébines. D'ailleurs, sa vie entre le Maroc, son pays natal, et l'Occident lui a permis d'accéder à des cultures différentes dont elle s'inspire aujourd'hui dans ses chansons.

Artiste pluridisciplinaire, les chansons de Hindi Zahra sont toujours porteuses de messages humanitaires et de paix. Cette artiste de trente ans écrit ses propres chansons et compose leur musique. D'ailleurs,



H. D.K.

depuis le début de sa carrière artistique, Hindi Zahra a montré une forte sensibilité au jazz et le chante aujourd'hui avec une touche personnelle.

Il est à noter que Hindi Zahra est une chanteuse franco-marocaine, également peintre, auteur, actrice et compositrice née le 20 juin 1979 à Khouribga, au Maroc, et vit en France depuis 1993. Elle chante en anglais, en berbère, en français et en langue dialectale de son pays d'origine. Entre folk, jazz et sonorités orientales, Hindi Zahra puise son inspiration de ses racines marocaines.

En 2009, elle sort un EP de quatre titres (Tango - Oursoul - Try - Stand Up).

En 2010, Hindi Zahra sort l'album «*Handmade*» qui a connu un succès particulier. Habité et puissant, le disque de la jeune femme transporte dans le temps comme dans l'espace.

Dans son titre *Un Jour*, elle chante de manière incessante ces mots «*Et le temps passe*», mêlant ainsi nostalgie et notion du temps qui s'écoule. Comme une invitation au voyage permanente, l'album incite à une rêverie bienvenue.

A.S.

«Rapprocher la bibliothèque de l'élève» à Médéa

## La lecture en fête jusqu'au mois de mai

Les espaces de lecture disséminés à travers la wilaya de Médéa devraient s'animer, à nouveau, après une longue période d'hibernation, à la faveur de la manifestation littéraire «Rapprocher la bibliothèque de l'élève», qui se tiendra du 16 février au 19 mai prochains, à l'initiative conjointe de la direction locale de la culture et la maison de la culture Hassan-el-Hassani.

Cette manifestation, qui cible le jeune lectorat, issu notamment des établissements scolaires de la région, couvre l'ensemble des communes de la wilaya, de manière à offrir l'opportunité aux élèves de renouer le contact avec ces espaces, délaissés au pro-

fit d'autres lieux de distraction, a indiqué, à la presse, le directeur local de la culture, Omar Reghal. Il a déclaré que le programme mis sur pied, à cet effet, «devrait inciter ce jeune lectorat à franchir sans hésiter les portes des bibliothèques et des salles de lecture mises à sa disposition».

Outre des séances de lecture traditionnelle, des compétitions intergroupes, consacrées à des sujets littéraires où de culture générale, seront organisées durant cette manifestation, dans le but de motiver ces élèves et susciter en eux l'envie de lire et de se réconcilier avec le livre, a-t-il fait savoir, ajoutant que les compétiteurs potentiels

pourront, à l'occasion des phases éliminatoires de ce concours, découvrir une région, parmi les 64 communes qui vont accueillir l'évènement. Des animations culturelles, en rapport avec la vocation de ces lieux, vont rythmer cette rencontre qui va permettre à ces espaces de lecture de «rompre avec l'isolement» qui leur était imposé et retrouver, à nouveau, leur public, a-t-il noté.

L'objectif assigné à cette manifestation est de redonner, selon ce responsable, envie aux élèves de lire, leur faire aimer la lecture et d'inciter, ensuite, ce jeune lectorat à consacrer un peu de son temps à la lecture. F.H.

Constantine, capitale de la culture arabe 2015

## Hakim Dekkar n'en finit pas de «taper du pied»

L'humoriste Hakim Dekkar a déridé, jeudi soir, le public du théâtre régional de Constantine (TRC) avec son célèbre monologue *Khabat Kraâou* (celui qui tape du pied), légèrement revisité, mais toujours corrosif.

Toujours aussi percutant, ironique à souhait, l'artiste a su, par ses tirades savamment distillées, arracher des éclats de rire à un public nombreux, entièrement acquis, et qui se reconnaît souvent dans les scènes dépeintes par un Dekkar très en verve.

A travers le personnage de Khabat Kraâou, Hakim évoque l'amour inconditionnel que vouent certains pour les murs, lieux «propices» pour se convertir en expert et en analyste politique, économique, sportif et des choses de la vie. En véritable bombe d'énergie, et sur le chemin tortueux des

maux minant la société, Khabat Kraâou aborde de «l'opportunisme» de certains et leur faculté à détourner des situations en leur faveur, à falsifier des vérités et à s'ériger en héros.

S'illustrant à la fois par la force de son texte et sa gestuelle loufoque, le comédien évoque les «prolixes», à la faconde interminable, ceux-là mêmes qui vantent les mérites de la démocratie, mais qui sont incapables de céder leur place, même chez un coiffeur !

Hakim Dekkar a indiqué à la presse, après le spectacle, que la «version 2016» de *Khabat Kraâou* se devait de «coller encore plus» à l'actualité, de présenter des «images vivantes de la société d'aujourd'hui» et de donner matière à réfléchir à tous ceux qui regardent le spectacle sans perdre le fil conducteur de la trame, celui d'ironiser

autour de situations et de comportements donnés.

Il s'est réjoui de constater que le spectacle, qui totalise plus de 800 représentations au bout de 21 ans d'existence, a toujours «la cote auprès des spectateurs».

Organisé par le département Théâtre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», le mois du monologue se poursuivra avec des représentations programmées du mercredi au samedi.

Le public du TRC a rendez-vous, entre autres, les jours suivants, avec les one man shows «*Mourir de rire*» de Mourad Saouli, «*Saber*» de Saber Aich, «*Vive moi*» de Kamel Abdai, «*Made in Algeria*» de Mohamed Khassani et «*Homeless*» de Moufida Addas. L.B.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 27 février :

Exposition collective d'arts plastiques «*Diap Baya*», avec les artistes Jaoudet Gassouma, Amel Benghezala, Smail Ouchen et Hammouche Nouredine.

Galerie d'Arts Asselah-Hocine (Alger-Centre)

Jusqu'au 18 février :

Exposition de peinture par l'artiste Abderrahmane Bekhti.

Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie

Jusqu'au 26 mars :

Exposition «Le maître et ses disciples» en hommage à Mostefa Ben Debbagh.

Galerie d'art Dar El Kenz

Jusqu'au 20 février :

Exposition des artistes Youcef Hafid, Mourad Belmekki, Ahmad Mebarki, Adlane Samet et Djamel Talbi, à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de la galerie. La galerie est ouverte du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h30 et les vendredis et samedis de 11h à 17h30.

Complexe culturel

Abdelwahab-Salim

(Chenoua, Tipasa)

Jusqu'au 14 février de 8h30

à 18h30 :

Exposition d'arts plastiques de l'artiste Irki Mahamed.

# Coup-franc direct

Un exemple de fair-play

Par Mahfoud M.

Les dirigeants du CR Belouizdad ont donné une véritable leçon de fair-play à l'occasion du match face au MC Oran. Ils ont tenu à fêter le 100<sup>e</sup> match avec la formation oranaise dans une confrontation qui peut être considérée comme un classico entre les deux formations qui ont le plus évolué en Ligue 1 (anciennement D1). Cette initiative ne peut être que saluée car montrant la solidité des relations entre deux grands et prestigieux clubs qui ont beaucoup donné pour le football algérien. Le football n'est pas seulement une compétition et une adversité sur le terrain, il est aussi des relations de fraternité entre les équipes et les clubs surtout ceux qui ont une histoire et qui devraient donner l'exemple. Peut-on croire en une métamorphose de nos clubs pour montrer la voie et faire respecter ce fair-play ? Il est clair que les clubs n'ont pas d'autre choix que de faire tourner la page de la violence qui a gangrené notre balle ronde nationale et donner un nouveau souffle aux relations entre eux qui doivent se baser sur le respect d'autrui. Le football n'est qu'un jeu et ne peut en aucun cas être une source de dissension, même si beaucoup sont obnubilés par la passion et s'oublient en faisant passer leur chauvinisme en premier. **M. M.**

## Ligue 2 Mobilis (20<sup>e</sup> J) L'OM toujours en tête

**LE LEADER** de la Ligue 2 Mobilis de football, l'Olympique Médéa, auteur d'un nul en déplacement contre l'ASO Chlef (0-0) vendredi lors de la 20<sup>e</sup> journée, a conservé sa première place en tête du classement, mais cède du terrain devant ses poursuivants directs, le CA Batna et l'USM Bel-Abbès, revenus à un et deux points, après leur succès contre respectivement l'ABoussaâda et le MC El Eulma, sur le même score (1-0). Le choc ASO-OM, considéré comme le match au sommet de cette 20<sup>e</sup> journée, entre le 4<sup>e</sup> qui accueillait le leader, s'est finalement soldé par un score vierge, après une fin houleuse, ayant obligé l'arbitre de la rencontre à brandir trois cartons rouges : Namani et Kara du côté de l'ASO et Boubekeur du côté de l'OM. Des expulsions qui ont influé négativement sur le rendement offensif des deux antagonistes, ayant fini par se contenter de limiter les dégâts. Un nul qui fait l'affaire des premiers poursuivants de l'OM au classement, le CA Batna et l'USM Bel-Abbès, ayant réduit l'écart à un et deux points, après leur victoire contre l'Amel Boussaâda et le MC El Eulma. Le CAB, bien que réduit à dix après l'exclusion de Djerboua, a réussi à l'emporter grâce à un penalty de Boukhenchouche à la 28<sup>e</sup> minute, alors que l'USMBA avait cueilli les Eulmis à froid, grâce à Bennai (2<sup>e</sup>). L'US Chaouia et le MC Saïda ont réussi la même bonne affaire dans le bas du tableau, en remportant d'importantes victoires dans la course au maintien. Les «Chaouis» d'Oum El Bouaghi ont disposé de l'OM Arzew (2-0) grâce à Derbal (46<sup>e</sup>) et Saïghi (90<sup>e</sup>), au moment où le MCS a réussi l'exploit du jour, en allant surprendre un des ténors de la Ligue 2 Mobilis, la JSM Béjaïa (1-0) sur son propre terrain grâce à Bakhtaoui (32<sup>e</sup>). Une première décevante pour le nouvel entraîneur de la JSMB, Ali Fergani, ayant déclaré après la fin de la rencontre qu'il se trouve devant «un grand chantier» et a «beaucoup de travail à faire pour redresser la situation» du club, ayant chuté à la 6<sup>e</sup> place après ce revers inattendu à domicile. A l'instar de l'USC et du MCS, le CRB Ain Fekroun continue à lutter pour son maintien, revenant avec un précieux point de son périlleux dépla-

cement chez la JSM Skikda (1-1). Les locaux avaient ouvert le score par Amrous (23<sup>e</sup>) et c'est Bellelem qui a offert l'égalisation au CRBAF, à la 65<sup>e</sup>. Tout comme le CRBAF, l'AS Khroub est revenu de loin face au Paradou AC, contre lequel il a arraché l'égalisation (2-2) alors qu'il était mené par deux fois au score. Mansouri (32<sup>e</sup>) et Benoueddah (55<sup>e</sup>) avaient donné l'avantage aux Algérois, mais les Khroubis ont trouvé le moyen de revenir à chaque fois, tout d'abord par Belhamri (45<sup>e</sup>+2), puis Dib (72<sup>e</sup>). Le dernier match au programme de cette 20<sup>e</sup> journée a pris au sérieux le CA Bordj Bou Arréridj à l'USMM Hadjout et l'avantage a tourné en faveur des locaux, l'ayant emporté (1-0) grâce à Boufilih (10<sup>e</sup>).

### RÉSULTATS ET CLASSEMENT

USMBA- MCEE	1-0
USC-OMA	1-0
JSMS- CRBAF	1-1
CABA-USMMH	1-0
ASK-PAC	2-2
ASO-OM	0-0
JSMB-MCS	0-1
CAB-ABS	1-0

	Pts	J
1). O. Médéa	38	20
2). CA Batna	37	20
3). USMBA	36	20
4). Paradou AC	30	20
—). ASO Chlef	30	20
6). JSM Béjaïa	28	20
7). CABB Arréridj	27	20
8). JSM Skikda	26	20
—). MC Saïda	26	20
10). MC El Eulma	25	20
—). US Chaouia	25	20
12). A. Boussaâda	24	20
13). AS Khroub	23	20
14). OM Arzew	20	20
15). CRBAF	19	20
16). USMMH	15	20

## Tennis/Championnat d'Afrique 2016 «juniors» Blessée, Ibbou abandonne

**LA JOUEUSE** de tennis algérienne, Inès Ibbou, blessée à un genou, a perdu par abandon en demi-finale des championnats d'Afrique «juniors», organisée du 8 au 13 février à Tunis (Tunisie) contre la tunisienne Chiraz Bechri. L'Algérienne de 17 ans s'était blessée d'entrée de jeu à un genou et il a fallu l'intervention

# Tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique Ashanté Gold-MOB ce soir Les gars de Yemma Gouraya pour prendre option

■ La formation du Mouloudia de Béjaïa aborde, aujourd'hui, son premier match comptant pour une compétition continentale, en jouant la manche aller du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique face à la redoutable formation ghanéenne de l'Ashanté Gold.



Les Béjaouis face à l'histoire

Par Imad M.

Les gars de la ville des Hammatites sont prêts à relever le défi lors de cette première manche à Kumasi, eux qui souhaitent prendre option avant la manche retour. Les Béjaouis savent ce qui les attend lors de cette rencontre qui les oppose à un habitué de la compétition, tandis que les gars de la ville de Yemma Gouraya jouent leur première compétition africaine, même si elle regroupe en son sein quelques joueurs qui ont déjà prit part à ce genre de compétition à l'image de Yaya et Boukria qui ont disputé la Ligue des champions avec l'ESS.

Le coach, Abdelkader Amrani, misera d'ailleurs sur leur expérience, même s'il craint la

méforme de Yaya et Hamzaoui qui reviennent de blessure (le genou pour Yaya et la cheville pour Hamzaoui). Le driver des Vert et Noir a beaucoup misé sur la préparation psychologique pour préparer son groupe comme il se doit pour ce premier rendez-vous continental pour l'équipe qui se donnera à fond pour tenter de revenir avec le meilleur résultat possible du Ghana. Pour les Bougiotes, il est clair qu'il faudra se donner à fond pour tenter de réaliser l'exploit et pourquoi pas refaire le coup du MCEE qui était revenu avec la victoire de Kumasi la saison dernière.

Le buteur de l'équipe, le Sénégalais Ndoï, même s'il avoue que la mission sera très difficile face au représentant ghanéen, affirme que son équipe se

donnera à fond pour tenter de créer la surprise et revenir avec un résultat qui lui permettra d'aborder la manche retour avec la plus grande sérénité. Il indiquera qu'il fera tout son possible pour marquer lors de ce match.

«C'est un match spécial pour nous, vu qu'il s'agit du premier match dans ce genre de compétition africaine. Mais nous tâcherons de faire tout notre possible pour revenir avec un résultat probant», a-t-il relevé.

Le capitaine d'équipe, Zoheir Zerdab, abonde dans le même sens, affirmant que son équipe a les moyens pour tromper cette formation d'Ashanté Gold, même s'il ne connaît pas trop cette équipe qui reste une grande inconnue pour lui.

M. M.

## Ligue 1 Mobilis (20<sup>e</sup> journée)

# L'USMA, accrochée, garde sa position

La 20<sup>e</sup> journée de Ligue 1 Mobilis de football a vu le statu quo au classement respecté et maintenu, avec le semi-échec du leader, l'USM Alger, et de son premier poursuivant, le CRB Belouizdad, accrochés à domicile respectivement (1-1) par le CS Constantine et (2-2) par le MC Oran. Les Sanafir, après avoir bien résisté aux assauts des Rouge et Noir pendant les 45 premières minutes, ont abordé la 2<sup>e</sup> mi-temps sur les

chapeaux de roue en ouvrant le score par leur attaquant malgache, Voavy, à la 48<sup>e</sup> minute, après un joli travail du métronome Yacine Bezzaz. Les USmistes ont tout essayé pour sauver au moins les meubles et éviter une 2<sup>e</sup> défaite consécutive après celle de la 19<sup>e</sup> journée contre le MC Oran. Ils sont parvenus à leur fin, grâce à une belle tête du défenseur Brahim Boudebouda à la 81<sup>e</sup> minute. Malgré ce faux pas, l'USMA reste leader avec dix points d'avance sur son premier poursuivant au classement, le CR Belouizdad, accroché de son côté par le MC Oran (2-2) au stade du 20-Août. Malgré l'avantage du terrain et le soutien du public, le Chabab a très mal démarré contre le club d'El Hamri, concédant deux buts de Larbi (23<sup>e</sup>) et Dehar (40<sup>e</sup>), avant de se ressaisir en 2<sup>e</sup> mi-temps, réduisant d'abord le score par Nekkache (55<sup>e</sup>), avant d'égaliser sur un penalty de Rebhbi (90<sup>e</sup>). Le carton du jour a été réussi

par la JS Saoura, n'ayant pas fait dans le détail en accueillant le NA Hussein-Dey, qu'il a battu (4-0), grâce notamment à un triplé de Djellit (20<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup> et 89<sup>e</sup>) et une dernière banderille signée Zaïdi (38<sup>e</sup>). Bien que sans entraîneur depuis le limogeage du duo Meziane Ighil-Mustapha Biskri, le MC Alger a réussi à ramener un nul (0-0) de son déplacement chez l'ASM Oran, grâce notamment à son gardien Fawzi Chaouchi, auteur de plusieurs arrêts décisifs. Un petit résultat, mais qui devrait faire beaucoup de bien au «Doyen», notamment sur le plan psychologique en vue de la dernière ligne droite du parcours, où la concurrence sera certainement très rude pour le podium. **M.M.**

**LES RÉSULTATS :**

CRB-MC Oran	2-2
ASM Oran-MC Alger	0-0
USM Alger-CSC	1-1
JSS-NA Hussein	4-0

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sidi-Aïch et Bordj Mira

## Trois bars fermés sur décision administrative

DEUX BARS sur les trois implantés au marché du centre-ville de Sidi-Aïch ont été mis sous scellés mardi dernier par la police sur décision des autorités concernées. La décision est liée, apprend-on, à la non-conformité avec la réglementation en vigueur. Chose que réfutent absolument les patrons de ces établissements dont celui de «l'Escal», qui affirme détenir tous les documents et l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons alcoolisées. Il affirme activer en toute légalité, rappelant que la cour administrative a annulé l'arrêté de fermeture établi par la wilaya en juillet 2015. Cela s'est fait le 15 décembre de l'année écoulée. Il faut dire que la commercialisation d'alcool est une activité juteuse et pas mal de bars illégaux poussent comme des champignons dans des zones reculées et isolées de la wilaya. Cependant, tenanciers de bars et d'hôtels et autres opérateurs activant dans le secteur du tourisme redoutent une chasse aux sorcières. Ils craignent surtout de subir la pression des

années précédentes. Pour rappel, en 2011, l'ancien wali avait procédé à la fermeture de plusieurs points de ventes d'alcool et aussi des bars et restaurants «non conformes à la réglementation», selon les décisions de fermeture. Cette appréhension est d'autant plus légitime avec la mise sous scellés, il y a quelques semaines, du complexe touristique «Royal» dont l'affaire, en justice, a connu déjà deux reports. A noter que la fermeture d'un point de vente de boissons alcoolisées a irrité certains citoyens à Bordj Mira. Ces derniers ont fermé la route nationale n°9 à la circulation mardi dernier, à hauteur du carrefour menant vers Béjaïa et Kherrata. Ils dénoncent la décision de fermeture du dépôt, qu'ils qualifient d'arbitraire. Le point de vente de boissons alcoolisées est mitoyen avec la mosquée. Il est à l'origine de plusieurs plaintes et pétitions des fidèles. Cependant, les protestataires relèvent le fait que «le propriétaire dispose d'une autorisation et travaille en toute légalité». H. C.

MDN

## Un terroriste neutralisé à Tizi Ouzou

UN TERRORISTE a été neutralisé et un pistolet mitrailleur saisi hier par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou (1<sup>re</sup> Région militaire) a neutralisé à l'aube d'aujourd'hui 13 février 2016 un terroriste, suite à une embuscade tendue près de la commune d'Assi Youcef, daïra de Boghni. L'opération a également permis de récupérer un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres objets»,

précise le MDN. «De même, dix casemates et deux bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites respectivement à Aïn Defla et à Boumerdès», ajoute-t-on. Au niveau de la 5<sup>e</sup> Région militaire, un détachement relevant du secteur opérationnel de Skikda «a récupéré un fusil mitrailleur et une quantité de munitions», relève-t-on. Par ailleurs, un détachement relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar (6<sup>e</sup> Région) «a arrêté deux contrebandiers et quatorze immigrants clandestins et saisi deux véhicules tout-terrain et une tonne de denrées alimentaires», signale également la même source. Malek H.

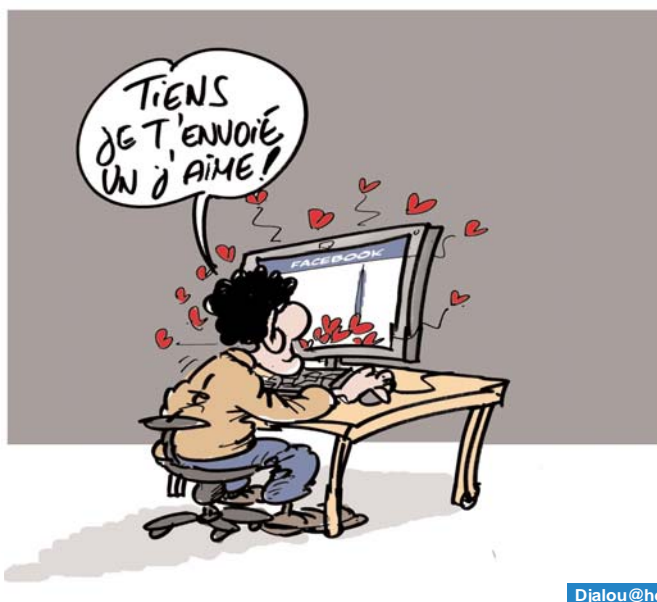
France

## Manuel Valls prédit d'autres attentats d'«ampleur» en Europe

LE PREMIER ministre français Manuel Valls a prévenu qu'il y aurait de nouvelles attaques en Europe lors de son déplacement à la Conférence sur la sécurité de Munich. «C'est une certitude». Pour le Premier ministre français Manuel Valls, il y aura d'autres attentats d'«ampleur» en Europe. Une déclaration du Chef du gouvernement qui intervient suite à sa participation à la Conférence sur la sécurité de Munich

(Allemagne). Selon lui, le monde est entré dans une époque d'«hyperterrorisme». «Nous devons cette vérité à nos peuples : il y a aura d'autres attaques, des attaques d'ampleur, c'est une certitude. Cet hyperterrorisme est là pour durer, même si nous devons le combattre avec la plus grande détermination», a ajouté Manuel Valls depuis Munich. Amel D.

## LA SAINT-VALENTIN EN ALGÉRIE



Djalou@hotmail.com

Béjaïa

## Radio Soummam prend possession de son nouveau siège

Radio Soummam a pris possession jeudi dernier de ses nouveaux locaux situés sur le boulevard Krim Belkacem (centre-ville de Béjaïa) à Amriw.

Par Hocine Cherfa

L'équipe de la station va travailler dans ces nouveaux locaux et émettre désormais de 7h du matin jusqu'à minuit au lieu de 19h comme ce fut le cas depuis plusieurs années. Ce nouveau siège dispose de plus de fonctionnalité et est plus spacieux, nous dit un animateur. La nouvelle structure

## Armement L'Algérie passe commande de chasseurs russes Sukhoï Su-35

L'ALGÉRIE RENFORCERA la flotte aérienne de son armée avec le chasseur russe Sukhoï Su-35 après des essais concluants de cet appareil effectués au début du mois de février dans le Sud du pays. «Le chasseur Su35 a effectué une série de tests en Algérie durant la semaine écoulée. Cette batterie de tests a englobé les segments pilotage, radar et armement. Ils ont eu lieu au polygone d'essais de Tamanrasset», écrit le site Menadéfense spécialisé dans les affaires d'armement. Les résultats de l'entrée en lice de cet appareil dans le conflit syrien semble avoir fini de convaincre Alger, à en croire la même source qui précise qu'une commande a été déjà faite par l'Algérie auprès du constructeur russe. Le Sukhoï Su-35 (code OTAN Flanker-E) est un chasseur multirôle russe de génération dite «4++». Il a été créé dans le but d'accroître les capacités offensives du Su-27 et de lui donner la possibilité de détruire tant les cibles aériennes que les cibles de surface. R.N.

construite en quatre niveaux a une architecture moderne. Elle est conçue de façon à offrir un confort et des conditions de travail très satisfaisantes au personnel et l'accueil des invités. Et aussi, pour répondre efficacement aux besoins techniques nécessaires dont le montage, la production et la diffusion. Le nouveau siège est doté de trois studios, en plus d'un studio mobile, un réseau de diffusion sur digi-média et un poste d'audition sur site web (streaming). Pour rappel, la structure avait été inaugurée le 12 janvier dernier par le ministre de la Communication Hamid Grine qui effectuait une visite de travail dans la wilaya et son intervention avait été émise à partir des nouveaux locaux en guise d'essai. Le ministre s'était engagé en mai 2015, à intervenir financièrement pour terminer les travaux du nouveau siège de radio Soummam qui accusait un retard, sachant que son inscription était interve-

nu en 2009 et la première pierre avait été posée par l'ancien wali le 6 janvier 2012. La radio locale couvre 73% du territoire sur plusieurs fréquences FM. Il reste que dans certains endroits de la wilaya radio Soummam n'est pas bien captée à cause du manque de couverture et parfois à cause des interférences avec des ondes émises par des radios espagnoles et par exemple sur la côte Ouest. La structure réalisée en R+4 a coûté initialement 86 719 750,00. Le délai de réalisation était fixé au départ à 16 mois, mais au fil du temps il s'est étalé sur quatre années. Pour rappel, radio Soummam a débuté la diffusion de ces programmes en 1996 et avait été incendiée le 27 avril 2001 par des manifestants en furie, soit lors des événements de Kabylie. Elle a arrêté d'émettre quelques années avant de rouvrir ses portes avec de nouveaux programmes au grand bonheur des auditeurs de la région et d'ailleurs. H. C.

Littérature

## L'écrivain ivoirien Bernard Dadié honoré par l'Unesco

BERNARD DADIÉ, 100 ans, figure emblématique de la littérature ivoirienne et africaine a reçu de l'Unesco le prix du concours UNESCO-UNAM/Jaime Torres Bodet en sciences sociales, humanités et arts, par l'Unesco, au Palais de la culture de Treichville à Abidjan dans la capitale ivoirienne. Cette cérémonie s'est déroulée en présence d'un parterre de personnalités du monde des lettres et des arts, religieux, et coutumiers avec la présence remarquée de la Grande Chancelière de l'ordre national, Henriette Dagri Diabaté et le ministre de la Culture et de la Francophonie, Maurice Kouakou Bandaman. Le premier responsable du ministère de la Culture de la Côte d'Ivoire s'est dit fortement honoré de ce prix remporté par son compatriote Bernard Dadié, promettant mener un certain nombre d'actions pour promouvoir la mémoire et les œuvres littéraires du lauréat. Exprimer sa gratitude à tous ceux qui l'ont soutenu durant son parcours littéraire, Bernard Dadié a félicité le jury pour son dynamisme. S.O.

